Le sort du site Ford de Blanquefort sera connu le 28 novembre

JEAN BERTHELOT DE LA GLÉTAIS NOUVELLE-AQUITAINE , L'USINE AUTO , CONSTRUCTEURS , FORD

PUBLIÉ LE 27/11/2018 À 07H00

Sous la pression des syndicats, des salariés et des pouvoirs publics, Ford pourrait finalement ne pas fermer son usine de Blanquefort (Gironde). Le constructeur fera connaître sa décision mercredi 27 novembre.

Ford fera connaître sa décision sur son site de Blanquefort le 28 novembre.© Wikimedia/Marcin Mincer

Fermera, fermera pas ? Le suspense — insoutenable pour les 847 salariés — autour de la reprise éventuelle de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) prendra fin mercredi 28 novembre. C'est ce jour-là que ses responsables annonceront leur intention de fermer le site, donc, ou

d’accepter le projet de reprise du groupe belge Punch. Lundi 26 novembre, les syndicats, les élus locaux et des responsables de Punch ont reçu la visite d’Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d’État auprès du ministre de l’Économie et des Finances. Elle a redit à l’ensemble des interlocuteurs que le Gouvernement était sur la même ligne que les dirigeants politiques locaux, soit favorables à la reprise de l’usine.

La tendance est à la reprise

Même les syndicats, un temps défavorables au repreneur, se sont rangés à ses côtés, comme le confirmait hier le représentant CGT et ex-candidat à la présidence de la république, Philippe Poutou. Cette reprise, Ford n’en voulait pas dans un premier temps, sans doute échaudé par l’expérience de 2011. À l’époque, le manufacturier américain avait été contraint par les pouvoirs publics à reprendre cette même usine de Blanquefort, cédée deux ans plus tôt à l’Allemand HZ Holding. Mais, sous la pression une nouvelle fois, il semblerait que Ford soit désormais résigné à l’idée de transmettre son site girondin. C’est la tendance lourde, à l’heure actuelle, et si elle se confirmait mercredi l’avenir de l’usine serait au moins pérennisé pour quelques années. Si Ford, au contraire, annonçait la fermeture du site, ce serait sans doute le début d’un long bras de fer entre le constructeur et les pouvoirs publics...